



PROCÈS-VERBAL DÉTAILLÉ SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 NOVEMBRE 2023

Le vingt-sept novembre deux mille vingt trois

Le conseil municipal de la commune de MORNANT (Rhône) s'est réuni, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du vingt-et-un novembre 2023.

Début de la séance : 20h05

Membres présents : Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT - Loïc BIOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BERRET - Pascale DANIEL - Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD - Jean-Marc MACHON - Dominique HAZOUARD - Arnaud BREJOT - Véronique MERLE - Anne-Catherine VALETTE - Julie GUINAND-BOIRON - Sophie PIVOT - Sébastien PONCET - Alain DUTEL - Patricia BONNET-GONNET - Anne-Laurence OLTRA - Serge CAFIERO - Jocelyne TACCHINI - Christian CECILLON - Raphaëlle GUERIAUD - Anne BLANCHET - Fatira RULLIERE - Laure PIQUERAS.

Membres excusés et représentés :

Jean-François FONTROBERT a donné pouvoir à Patrick BERRET
Véronique ZIMMERMANN a donné pouvoir à Anne-Laurence OLTRA
Dylan MAYOR a donné pouvoir à Monsieur le Maire

Membres absents : 0

Président de séance : Renaud PFEFFER

Secrétaire de séance : Dominique HAZOUARD

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 26

Votants : 29

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation à l'unanimité du PV du Conseil Municipal du 09 octobre 2023.

Il est désigné Dominique HAZOUARD, Conseiller municipal délégué au Maire comme secrétaire de séance.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Délibération n°86/23 : Présentation du rapport de suivi des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes

Monsieur le Maire présente le rapport.

Il est exposé que la Chambre Régionale des Comptes (CRC) d'Auvergne Rhône Alpes a examiné la gestion et les comptes de la commune de Mornant sur les exercices 2015 et suivants. A l'issue de la procédure, la Chambre a remis son rapport d'observations définitives le 21 octobre 2022.

Aussi, conformément aux dispositions du Code des juridictions financières et notamment son article L. 243- 6, ce rapport a été présenté et fait l'objet d'un débat à la plus proche séance du Conseil Municipal suivant la réception du rapport définitif, soit le 19 décembre 2022.

En application des dispositions de l'article L. 243-9 du même code, il est prévu que dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, le Maire présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des Observations de la CRC, rapport qui sera ensuite communiqué à la Chambre.

La Ville a pris note de ces différentes recommandations, et, pour chacune, un point de situation des actions entreprises est présenté dans le rapport de suivi joint à cette délibération.

Monsieur le Maire propose de présenter à l'assemblée municipale les actions mises en œuvre afin de répondre aux recommandations formulées, considérant que le délai d'un an depuis la présentation du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes est écoulé.

Suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes pour les exercices 2015 et suivants transmis à la Ville le 12 octobre 2022,

Suite à la délibération 116/22 en date du 19 décembre 2022 relative à la communication du Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes pour les exercices 2015 et suivants,

Suite au courrier de la Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes en date du 12 septembre 2023, relatif au suivi des observations définitives de la CRC,

Il est proposé d'informer dans le délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à prendre acte du rapport présentant les actions entreprises suite au rapport d'observations définitives de la

Chambre Régionale des Comptes Auvergne Rhône Alpes présenté tel que joint à la présente délibération du débat et dudit rapport.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION RESSOURCES

Délibération n° 87/23 : Décision modificative n°2 – BP 2023

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que l'instruction budgétaire et comptable M14, en vigueur depuis le 1er janvier 1997, autorise le conseil municipal à corriger le budget primitif afin de tenir compte des événements de toute nature qui modifient les prévisions faites.

Toutefois, les corrections qui peuvent intervenir s'effectuent dans le respect des principes relatifs à la préparation, au vote et à l'équilibre du budget.

Il convient d'imposer, dans le cadre du vote du budget réalisé le 21 mars 2023, des régularisations d'écritures de dépenses et de recettes.

Il est proposé de voter cette DM2 en fonctionnement (+ 23 796,03€ en dépenses et recettes) et en investissement (+ 31 910,99 € en dépenses et en recettes).

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à approuver en annexe de cette délibération la décision modificative n°2 – budget de la commune – exercice 2023.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 88/23 : Modalités d'apurement Compte 1069

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que le passage au référentiel M57 nécessite des prérequis, dont l'apurement obligatoire du compte 1069 « Reprise 1997 sur excédents capitalisés – Neutralisation de l'excédent des charges et produits » puisque ce compte n'existe pas dans l'instruction budgétaire et comptable M57 et ne peut donc pas être, de fait, transposé.

Les collectivités peuvent anticiper ces opérations d'apurement. Le compte 1069 est un compte non budgétaire qui a pu être exceptionnellement être mouvementé notamment pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et produits à l'exercice dans les comptes des collectivités territoriales. Après intégration à partir de janvier 2016, le compte 1069 du budget principal est désormais débiteur d'un montant de 31 910.99 €.

Une correction du résultat d'investissement cumulé doit être réalisé au niveau du compte administratif de l'exercice N, au vu du tableau de correction des résultats établi par le comptable public et validé par l'ordonnateur.

Il est proposé de procéder sur l'exercice 2023, par anticipation sur l'échéance du 1er janvier 2024, à une opération semi-budgétaire avec l'émission d'un mandat d'ordre mixte de 31 910,99 € au débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » par le crédit du compte 1069. Cette écriture comptable est la méthode préférentielle validée par la Direction Générale des Finances Publiques.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à autoriser l'apurement du compte 1069 du budget principal en vue du passage à la nomenclature M57, ainsi qu'à dire que l'apurement du compte 1069 sur l'exercice 2023 s'effectue par une opération semi-budgétaire avec l'émission d'un mandat d'ordre mixte au débit du compte 1068 par le crédit du compte 1069, pour un montant de 31 910,99 € et enfin à l'autoriser à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 89/23 : Régularisation comptable de plus-values

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que le passage au référentiel M57 nécessite d'effectuer certaines régularisations comptables. La Trésorerie vient de constater que de deux plus-values réalisées en 2012 sur des ventes des terrains réalisés n'ont pas été traitées.

Il est ainsi proposé de constater cette omission de plus-values pour les montants suivants : 13 723,78 € et 4 000,00 €.

La Trésorerie va régulariser directement par les écritures suivantes :

Sens	Compte	Montant
D	1068	13 723,78 €
R	2118	13 723,78 €

Sens	Compte	Montant
D	1068	4 000,00 €
R	21312	4 000,00 €

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à constater l'omission de deux plus-values réalisées en 2012 pour 13 723,78 € et 4 000,00 € et de demander à la Trésorerie de passer les écritures de régularisation. De même, il est demandé au conseil municipal de charger le Maire, ou toute personne habilitée par lui, d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de cette présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 90/23 : Défiscalisation des participations hors GEMAPI au 1er janvier 2024 auprès du SMAGGA

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que Le Syndicat de Mise en valeur, d'Aménagement et de Gestion du bassin versant du Garon (SMAGGA) a transmis à la commune de Mornant le montant de sa participation au syndicat pour l'année de 2024, soit un montant de 24 024 €.

Le SMAGGA lors de son comité syndical du 12 octobre 2023 a délibéré sauf avis contraire des communes de recourir à compter du 1er janvier 2024 au recouvrement auprès des contribuables mornantais

La commune de Mornant a toujours fait le choix de défiscaliser cette participation et de verser directement la contribution qui lui revient au SMAGGA.

Il est ainsi proposé que la commune de Mornant, ne souhaitant pas fiscaliser la contribution due au SMAGGA, souhaite continuer à poursuivre la budgétisation de sa contribution.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à décider de poursuivre la budgétisation de sa contribution au SMAGGA pour l'année 2024. De même, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document rapportant à cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 91/23 : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) pour le transfert de la compétence GEMAPI (Gestion de l'Evaluation des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) à la COPAMO

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que les Lois MAPTAM et NOTRe ont transféré à toutes les communautés de communes la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) depuis le 1er janvier 2018.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), composée de membres des conseils municipaux a évalué le montant des charges transférées.

Après concertation entre ses membres sur les dépenses transmises, la CLECT a rendu son rapport et retenu que le montant transféré s'élève à 169 375 €, correspondant aux contributions versées aux 3 syndicats de rivière pour 2018.

Le Conseil communautaire du Pays Mornantais a décidé de ne pas établir d'attribution de compensation et d'instaurer la taxe GEMAPI.

Ce rapport a été adopté à l'unanimité de ses membres présents par la CLECT le 3 octobre 2023.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le rapport de la CLECT pour le transfert de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 à la Communauté de Communes du Pays Mornantais, tel que présenté en annexe ainsi qu'à autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires

en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document rapportant à cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 92/23 : Modification du tableau des effectifs

Anne-Catherine VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Il est exposé que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Ainsi, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Par ailleurs, en cas de suppression d'emploi, le comité technique est obligatoirement saisi pour avis.

Il est proposé, après avis du CST du 10 novembre 2023, les modifications suivantes au tableau des effectifs :

Filière Police Municipale	
Dans le cadre de la création du service Police municipale, il convient de créer 1 poste au grade de brigadier-chef principal à temps complet pour le recrutement d'un agent par voie de mutation	
Suppression	Création
	1 poste brigadier-chef principal TC

Filière Animation	
Suite au départ par voie de mutation d'un agent responsable de site périscolaire, une réorganisation du service périscolaire a été nécessaire. Il convient de supprimer le poste d'animateur (catégorie B) et de créer 2 postes d'adjoints territoriaux d'animation à temps complet. Les 2 postes d'adjoints territoriaux d'animation à temps non complet (30 h) sont à supprimer.	
Suppression	Création
1 poste d'animateur TC 2 postes d'adjoints d'animation TNC (30h)	2 postes d'adjoints d'animation TC

Filière Technique	
Suite à l'obtention du grade d'ingénieur par la voie de la promotion interne du directeur des services techniques, il convient de créer un poste à temps complet au grade d'ingénieur. Suite à l'obtention du grade de technicien par la voie de la promotion interne du responsable du centre technique municipal, il convient de créer un poste à temps complet au grade de technicien.	
Suppression	Création

	1 poste d'Ingénieur TC 1 poste de Technicien TC
--	--

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver la modification du tableau des effectifs.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 93/23 : Régime indemnitaire de la Police Municipale
--

Anne-Catherine VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Il est exposé que, dans le cadre de la volonté de la Ville de recruter des agents de police municipale, et en raison de la spécificité des fonctions exercées et de l'absence de corps assurant des missions équivalentes dans la fonction publique d'Etat, le régime indemnitaire des agents relevant de la filière police municipale fait l'objet d'une construction autonome résultant de l'article 68 de la loi n°96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire par dérogation de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Il est ainsi proposé, après avis du CST du 10 novembre 2023, que les agents de la filière police municipale ne relevant pas à ce jour du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), puissent bénéficier de primes spécifiques à cette filière.

Les bénéficiaires de ces indemnités sont les agents titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité et relevant des cadres d'emplois de :

- Directeur de police municipale,
- Chef de service de police municipale,
- Agent de police municipale.

Monsieur le Maire propose d'instituer les indemnités suivantes aux agents recrutés au service Police municipale :

- Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions ;

Ladite indemnité, versée mensuellement, est calculée en appliquant un taux individuel au montant mensuel du traitement indiciaire et de la N.B.I. soumis à retenue pour pension perçue par le fonctionnaire concerné.

Le taux maximum individuel est fixé pour les cadres d'emplois relevant des catégories C, B et A de la filière police à :

Cadre d'emplois	Grades	Taux individuel
Agents de police municipale	Gardien-brigadier	20%
	Brigadier-chef principal	
Chef de service de police	Chef de service de police	22%

municipale	municipale dont l'IB est < à 380, Chef de service de police municipale principal de 2ème classe dont l'IB est < à 380	
	Chef de service de police municipale dont l'IB est > à 380, Chef de service de police municipale principal de 2ème classe dont l'IB est > à 380, Chef de service principal de 1ère classe	30%
Directeur de police municipale	Directeur de police municipale et Directeur principal de police municipale	Part fixe d'un montant annuel maximum de 7 500€ Part variable : 25%

Cette indemnité est cumulable avec l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS).

- Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) au profit de la filière police municipale ;

L'IAT est une prime calculée comme suit : montant de référence applicable pour chaque grade multiplié par un coefficient entre 0 et 8.

Un crédit global d'IAT doit être calculé en multipliant le montant de référence applicable à chaque grade par un coefficient compris entre 0 et 8 puis par l'effectif réellement pourvu dans la collectivité.

Dans la limite du crédit global l'autorité détermine le montant individuel en appliquant au montant de référence du grade considéré, un coefficient multiplicateur compris entre 0 et 8.

Grade	Montant (annuel) indicatif de référence au 01/07/2022	Coefficient multiplicateur maximum (compris entre 0 et 8)
Gardien de police municipale (reclassé gardien brigadier)	486.32€	8
Brigadier (reclassé gardien brigadier)	491.94€	8
Brigadier-chef principal	513.28€	8
Chef de service de Police	616.62€	

Municipale		8
------------	--	---

L'attribution du coefficient et la révision de celui-ci seront librement définies par Monsieur le Maire et par arrêté individuel, dans la limite du respect des conditions prévues et en tenant compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, du niveau de responsabilités, du niveau d'expertise lié à l'emploi et du niveau d'encadrement d'une équipe.

En matière de congé maladie ordinaire (CMO), il sera appliqué les mêmes conditions que celles intégrées au RIFSEEP dans les autres filières, soit :

- Une carence de 12 jours par an est accordée. Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2018, avec la mise en place de la journée de carence au premier jour de congé maladie, l'IAT est déjà impactée. Par conséquent, cette journée n'est pas comptabilisée dans la carence de 12 jours ;
- À compter du 13^{ème} jour, l'IAT est suspendue jusqu'à la reprise de l'agent. Dans le cas du temps partiel thérapeutique, l'IAT est maintenue.

Il est précisé que l'IAT est cumulable avec les I.H.T.S et l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (ISMF).

Ces primes et indemnités (IFSM et IAT) sont proratisées selon la durée hebdomadaire du poste de travail et la quotité de travail de l'agent.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à créer le régime indemnitaire de la filière Police Municipale, également à autoriser le versement de l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonction selon le grade des agents concernés et finalement à l'autoriser à fixer par arrêté individuel le coefficient de l'IAT, et donc le montant versé aux agents concernés dans le respect des dispositions approuvées ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

<p>Délibération n° 94/23 : Adhésion à la Convention cadre du CDG 69 pour la mise en place de prestations sociales</p>
--

Anne-Catherine VALETTE, Conseillère municipale déléguée présente le rapport.

Il est exposé que les prestations d'action sociale au bénéfice des agents des collectivités et établissements publics de la Fonction Publique Territoriale sont une dépense obligatoire. Les employeurs peuvent gérer directement les prestations qu'elles versent à leurs agents. Elles peuvent également confier la gestion de tout ou partie de ces prestations à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Au terme d'une procédure de mise en concurrence, le Centre de gestion du Rhône et de la Métropole de Lyon (cdg69) a conclu un contrat-cadre « Titres restaurant et prestations d'action sociale » pour le compte des collectivités et les établissements du département du Rhône et de la Métropole de Lyon qui le souhaitent. Les trois lots qui le composent et les attributaires retenus sont les suivants :

- Lot titres restaurant : EDENRED
- Lot chèques emploi service universel (CESU) : SODEXO
- Lot chèques cadeaux : EDENRED

Les employeurs du Rhône et de la Métropole de Lyon peuvent adhérer à ce contrat-cadre par délibération après conclusion d'une convention avec le cdg69.

Cette adhésion donne lieu à une participation pour la durée de validité du contrat-cadre versée une seule fois au moment de l'adhésion, quelle que soit la ou les prestations choisie(s), soit 600 € pour la commune de Mornant.

Il est ainsi proposé, après avis du CST du 10 novembre 2023, d'adhérer à la convention proposée par le CDG 69 afin de bénéficier du contrat cadre signé entre le cdg69 et différents prestataires d'action sociale. Les prestations offertes seront discutées dans le cadre du dialogue social de la collectivité sur l'année 2024.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à approuver la convention entre la Ville de Mornant et le cdg69 et à l'autoriser, ou son représentant, à signer cette convention ou tout document s'y afférant.

Monsieur le Maire précise que proposer des prestations sociales aux agents de la collectivité rend la collectivité plus attractive et peut faciliter les recrutements sur l'ensemble des postes.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

<p>Délibération n° 95/23 : Convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle</p>
--

Anne-Catherine VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Il est exposé que, instituée par le décret n° 2016-1364 du 13 octobre 2016, la Garde Nationale est assurée par les volontaires servant dans la réserve opérationnelle au titre d'un contrat d'engagement (contrat ESR).

Elle concourt, le cas échéant par la force des armes, à la défense de la patrie et à la sécurité de la population et du territoire.

En cela, elle contribue aux missions :

- Des forces armées et formations rattachées relevant du Ministre des Armées (MINARM) ;
- De la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale relevant du ministre de l'Intérieur et des outre-mer (MIOM).

La réserve opérationnelle rassemble des citoyens français issus de la société civile (avec ou sans expérience militaire ou policière) qui consacrent une partie de leur temps, personnel, professionnel ou étudiant, à la défense de la Nation. Ils reçoivent une formation et un entraînement spécifiques afin d'apporter un renfort temporaire aux forces armées, formations rattachées et aux forces de sécurité intérieure. Ils se voient ensuite confier des missions opérationnelles ou de soutien, en

unités ou en états-majors, sur le territoire national ou à l'étranger. Ils peuvent également servir dans un organisme public ne relevant pas de leur ministère, voire auprès d'une entreprise ou d'un organisme de droit privé lorsque l'intérêt de la défense ou de la sécurité nationale le justifie.

Ces missions peuvent aussi bien s'exercer en « temps ordinaire » ou lors de circonstances exceptionnelles comme en cas de crises pouvant menacer la sécurité nationale.

La réserve opérationnelle est régie par trois principes : le volontariat ; l'intégration du réserviste aux forces d'active ; le partenariat entre les ministères concernés (MINARM, MIOM), le réserviste et son employeur.

La réactivité et la disponibilité des réservistes opérationnels reposent essentiellement sur une bonne conciliation entre leur activité professionnelle ou étudiante et leur engagement au sein des composantes de la garde nationale. Pour ces raisons, par une politique partenariale volontariste conduite sous l'autorité conjointe du ministre de l'Intérieur et des outre-mer et du ministre des Armées, le Secrétariat Général de la Garde Nationale (SGGN) œuvre pour améliorer l'employabilité des réservistes. Cela passe par une meilleure reconnaissance de leur engagement tout en tenant compte des contraintes liées à leur activité professionnelle ou leur parcours universitaire.

Pour développer des synergies durables entre, d'une part, les forces armées, formations rattachées, forces de sécurité intérieure et, d'autre part, les employeurs, le SGGN anime un réseau de correspondants garde nationale – employeurs (CGNE) répartis sur l'ensemble du territoire qui prolongent, dans les territoires, la politique partenariale développée au plan central.

Il est ainsi proposé, après avis du CST du 10 novembre 2023, d'adhérer à la convention proposée par la Garde Nationale afin de permettre aux agents de la collectivité engagés dans la Garde Nationale d'exercer dans les meilleures conditions leur engagement.

Par cette convention, l'employeur s'engage concrètement à soutenir la politique de la réserve opérationnelle en favorisant, au-delà des obligations prévues par la réglementation en vigueur (rappelée en annexe n° 2), l'engagement, l'activité et la réactivité de son personnel réserviste.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à approuver la convention entre la Ville de Mornant et la Garde Nationale. Le Conseil Municipal est également invité par Monsieur le Maire à l'autoriser – ou son représentant - à signer tout document afférent à cette présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n° 96/23 : Demande de subvention à la Région Auvergne
Rhône Alpes à l'acquisition de boutons d'alerte connectés pour les
commerçants**

Sébastien PONCET, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

Il est exposé que les commerces, qui constituent un service essentiel pour les habitants de la commune, sont l'objet d'agressions de plus en plus fréquentes. C'est pourquoi la commune souhaite agir pour leur protection.

Le bouton d'alerte est un dispositif dédié aux victimes de violences.

Il s'agit d'un bouton d'une dimension de 2,5 cm², porté sur soi de façon non visible permet au moyen de clics discrets de rassurer, alerter, d'enregistrer et d'appeler à l'aide de façon géolocalisée des contacts sans avoir à se saisir de son téléphone.

Il est ainsi proposé que ce bouton, qui permet de protéger et de sécuriser les personnes cibles et/ou victimes de violences, soit utilisé par les commerçants de la Ville de Mornant. Ce dispositif sert à prévenir une situation avant qu'elle ne dégénère, interpellé sur le besoin d'être surveillé car potentiellement exposé à une situation à risque ou à apporter une assistance immédiate à la personne en danger, avec mobilisation des secours.

Pour cela, trois clics sont possibles :

- Le simple clic : le « clic prévention » (signaler sa géolocalisation, envoi d'un message à un (ou des) numéro(s) pré-enregistré(s), anticiper un besoin de protection) ;

Le « clic prévention » permet de communiquer sa position géographique accompagnée de la diffusion d'un message au contenu écrit au préalable ;

- Le double clic : le « clic secours » (Triple alerte (tel, sms, email), géolocalisation rafraîchie en temps réel, mise en relation des destinataires par lien vidéo).

Le « clic secours » doit être déclenché en cas d'urgence et a pour vocation de faciliter la coordination immédiate des secours ;

- Le clic appuyé : le « clic alarme » (sonnerie émise par le téléphone, capter l'aide de proximité, tenter de stopper une action) ou le « clic de preuve » (captation de l'environnement sonore, restitution de preuves, accès sécurisé aux enregistrements).

Le « clic alarme » a pour but de capter l'aide de proximité, en cas de besoin.

Quant au « clic de preuve », il va permettre d'enregistrer l'ambiance sonore via le smartphone auquel est rattaché le dispositif et de confondre les agresseurs.

Actuellement, la Région Auvergne Rhône-Alpes finance à hauteur de 50% les dépenses d'investissement pour l'acquisition de ce type de dispositif afin de renforcer la sécurité des commerçants.

Renaud PFEFFER, Maire, invite le Conseil Municipal à solliciter la Région Auvergne Rhône Alpes pour une subvention au taux maximum de 50% (le plafond appliqué est de 5 000 € par commune et par an) en vue de la réalisation de ce projet pour l'acquisition de dispositifs d'alerte connectés ainsi qu'à l'autoriser à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération n° 97/23 : Demande de subvention à la Région Auvergne
Rhône Alpes à l'acquisition de boutons d'alerte connectés pour les
commerçants**

Sébastien PONCET, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

Il est exposé que l'autorisation de la commune est obligatoire pour mener une campagne de stérilisation des chats errants. La stérilisation est une solution efficace afin de contrôler la prolifération des chats errants pour leur état sanitaire ainsi que l'hygiène et la tranquillité publique, en limitant la transmission de maladies aux animaux de propriétaires et aux humains ou la cessation des nuisances sonores, olfactives et des désagréments (sacs poubelle éventrés...).

La SPA demande à la collectivité une participation de 50 € par chat. Cette subvention est versée par la collectivité à la SPA et permet le déblocage des bons de stérilisation et d'identification SPA, lesquels sont remis au vétérinaire choisi pour réaliser les interventions. La valeur des bons est la suivante :

- 55€ pour un mâle (castration et identification)
- 70 € pour une femelle (ovariectomie et identification)
- 80 € pour une femelle gestante (ovariohystérectomie et identification)

Le vétérinaire (externe à la SPA) accepte de s'aligner sur la valeur des bons SPA. A défaut, le delta devra être pris en charge par la collectivité.

L'identification est réalisée au nom de la commune (obligation légale) et est effectuée en même temps que la stérilisation.

Il est proposé de lancer une campagne de stérilisation des chats errants afin de préserver la salubrité et la tranquillité publiques et de procéder :

- Au comptage approximatif du nombre de chats errants concernés ;
- A la prise d'un arrêté municipal et signature d'une convention par le Maire avec une association de protection des animaux (voir modèle en annexe de la convention avec la Société Protectrice des Animaux - SPA) ;
- Au lancement d'une information de la population en amont de la campagne de capture au moins une semaine à l'avance (art. R211-12 CRPM), permettant aux propriétaires de chats de garder les animaux à la maison ;
- A la capture des chats qui répondent aux critères suivants :
 - Chats non identifiés,
 - Chats sans propriétaire ou sans détenteur,
 - Chats qui vivent en groupe sur les lieux publics de la commune.
- A la stérilisation ainsi qu'à l'identification des animaux capturés par un vétérinaire ;
- A la remise en liberté des animaux sur le lieu de capture.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à lancer la campagne de stérilisation des chats errants sur la commune, ainsi qu'à l'autoriser à signer la convention avec la SPA Lyon et tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION SERVICES A LA POPULATION

Délibération n° 98/23 : Signature de la convention 'Aidants scolaires H+'

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que par la délibération du Conseil Communautaire n°CC-2023-092 du 19 septembre 2023, la Communauté de Communes du Pays Mornantais a créé un nouveau dispositif d'action sociale et éducative dit Aidants Scolaires H+.

Par la délibération n°82-23 du Conseil Municipal du 9 octobre 2023, il a été approuvé le projet de convention entre la COPAMO, la Mairie de Mornant et l'Éducation Nationale, et autorisé Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Il est ainsi proposé, à la demande du Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale du Rhône, que le projet de la convention soit modifié :

- **ARTICLE 2- Durée de la mise à disposition** : cette dernière sera pour l'année scolaire 2023-2024, soit jusqu'au 5 juillet 2024 ;
- **ARTICLE 5- Modalités économiques et financières** : la mise à disposition est consentie à titre gratuit ;
- **ARTICLE 8 – Traitement des données personnelles** : la présente convention donnant lieu à un échange de données à caractère personnel entre les parties, les obligations de ces dernières sont fixées dans une annexe jointe à la convention.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le nouveau projet de convention entre la COPAMO, la Mairie de Mornant et l'Éducation Nationale et à l'autoriser, ou son représentant, à signer la convention et tout document afférent à ce dossier.

Les élus font part de leur regret de se substituer aux obligations de l'État en matière d'accompagnement de la scolarisation des enfants porteurs de handicap.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 99/23 : Demande de remboursement à la commune d'Orliénas pour la visite du Sénat par les enfants des deux Conseils Municipaux d'Enfants de ces communes

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que le mercredi 25 octobre 2023, les communes de Mornant et Orléanas ont organisé une visite du Sénat pour les enfants des 2 Conseils municipaux d'Enfants de ces communes.

29 enfants des CME des deux communes étaient présents avec 11 adultes accompagnateurs.

Après accord des 2 communes, la commune de Mornant a avancé l'ensemble des frais inhérents à ce voyage :

- 2 329,80 € billets de train SNCF
- 753 € autocars Maisonneuve
- 76,40 € SNCF Transilien.

Le coût total du voyage est de 3 159,20 €.

Il est proposé la répartition suivante des frais inhérents à ce voyage :

- 1 895,52€ pour la commune de Mornant, 24 participants.
- 1 263,68€ pour la commune de Orléanas, 16 participants.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver la répartition des frais entre les deux communes et à émettre un titre de recettes de 1263,68€ à la commune d'Orléanas. De même, le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent à ce dossier.

Véronique MERLE, Conseillère municipale déléguée informe qu'elle a participé à une dernière séance du CME et remercie les enfants qui ont participé au CME pendant la durée de sa délégation.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 100/23 : Remboursement frais de déplacement aux familles des enfants participant au concert « Fais entendre ta voix » organisé contre le harcèlement scolaire

Dorothée RODRIGUES, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que le samedi 11 novembre 2023 la commune a organisé un concert contre le harcèlement scolaire "fais entendre ta voix". Les participants, 4 adolescents finalistes de l'émission The Voice Kids ont participé bénévolement à ce concert, mais leurs familles les ont accompagnés, ce qui a généré des frais.

La commune de Mornant souhaite dédommager ces familles en leur remboursant les frais de déplacement (indemnités kilométriques et frais de péage).

Il est ainsi proposé de rembourser les familles en fonction des indemnités kilométriques légales et sur présentation d'un justificatif pour les droits de péage.

Type de véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 à 10 000 km	Plus de 10 000 km
Automobile de 5 CV et	0,32 €	0,40 €	0,23 €

moins			
Automobile de 6 CV et 7 CV	0,41 €	0,51 €	0,30 €
Automobile de 8 CV et plus	0,45 €	0,55 €	0,32 €

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le remboursement des frais de déplacement aux familles des 4 jeunes chanteurs présents lors du concert du 11 novembre 2023 ainsi qu'à l'autoriser, ou son représentant, à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 101/23 : Adhésion au 'Plan patrimoine 2020-2026'

Alain DUTEL, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

Il est exposé que Mornant est un village à forte valeur patrimoniale avec un cœur de bourg ancien relativement préservé. Il conserve de nombreux témoignages d'époques très diverses, de l'antiquité avec les aqueducs, de l'époque médiévale avec la tour Vingtain et l'église Saint Pierre, à des réalisations plus récentes : mairie, poste, gare, etc. Le tout dans un écrin naturel exceptionnel.

La commune se doit de préserver ce patrimoine architectural.

Depuis de nombreuses années, la commune a donc entrepris divers investissements pour maintenir le patrimoine architectural et a porté de nombreux projets pour le valoriser et le faire connaître.

Il est proposé de mettre en place un plan municipal patrimonial afin de dresser un état des lieux des réalisations ayant vu le jour depuis le début de mandat, et également de se projeter sur les projets à réaliser. Cet outil permet d'avoir une vision globale de toutes les actions mises en place par la commune pour préserver le patrimoine.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le 'Plan Patrimoine 2020-2026'.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 102/23 : Mise à disposition de moyens téléphoniques et d'accès internet aux associations

Pascale CHAPOT, 1^{ère} Adjointe au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que la commune de Mornant a entrepris une modernisation de ses équipements téléphoniques.

La fin programmée du réseau analogique (à l'horizon 2030) et le changement des conditions de notre fournisseur internet (EPARI) ont amené la collectivité à migrer

ces équipements vers la téléphonie numérique et à déployer du réseau WIFI dans les bâtiments publics.

Le projet de déploiement s'appuie sur le réseau de fibre optique privé, propriété de la mairie, ce qui nous permet de pouvoir, notamment, gérer et éditer des lignes de téléphones et de diffuser de l'internet dans tous les sites connectés.

Une partie des bâtiments publics est raccordée à ce réseau (pour notamment les équipements de gestion des accès et de sécurisation). Les services « extérieurs » tel que la médiathèque, le service périscolaire ou le centre technique municipal sont également intégrés au système.

Actuellement, certaines associations résidentes dans ces locaux ont une charge fixe d'abonnement leur permettant de pourvoir à leur besoin en téléphonie et en accès internet avec un coût élevé (environ 700€ par an).

La prochaine phase va concerner l'équipement des autres bâtiments raccordés au réseau afin de mettre en place notamment des accès wifi pour la gestion des rencontres sportives.

Il est proposé d'adopter le principe de mettre à disposition gratuitement une ligne de téléphone fixe et un accès internet aux associations qui en feront la demande et qui pourront en bénéficier. En dehors des charges d'investissement pour l'équipement des sites concernés, aucune charge supplémentaire de fonctionnement sera imputée à la commune.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à valider la mise à disposition à titre gratuit d'une ligne téléphonique fixe et un accès internet aux associations ainsi qu'à l'autoriser, ou son représentant, à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n° 103/23 : Convention relative à la gestion en flux des réservations de logements sociaux conclue en application des articles L.441-1 et R.441-5 à R.441-5-4 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

Julie GUINAND-BOIRON, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Il est exposé que la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) a généralisé la gestion en flux des réservations de logements sociaux. Cette réforme vise à améliorer le fonctionnement du système d'attributions pour remplir les grands objectifs de la politique du logement.

La gestion en flux des réservations, qui se substitue à la gestion en stock, vise à rendre plus efficace et fluide la mise en relation entre l'offre et la demande et en particulier à faciliter l'atteinte par les bailleurs et réservataires des objectifs de relogement des publics prioritaires d'une part et des objectifs de mixité sociale d'autre part.

Le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux détermine les modalités de mise en œuvre de la gestion

en flux et impose à chaque organisme de logement social de signer avec chaque réservataire avant fin novembre 2023 au plus tard une convention de réservation fixant les modalités pratiques de gestion en flux des réservations de logements.

Il est ainsi proposé de signer la convention relative à la gestion en flux des réservations de logements sociaux avec les bailleurs sociaux qui prendra effet le 1^{er} janvier 2024, pour une durée de trois ans, selon les modèles de convention en annexes.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à approuver le projet de convention entre la COPAMO, la Mairie de Mornant et les bailleurs sociaux, et, également à l'autoriser – ou son représentant – à signer la convention et tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Délibération n° 104/23 : Attribution d'une aide aux travaux de rénovation de façades à Monsieur DECHERF Jean-Paul

Alain DUTEL, Conseiller municipal délégué, présente le rapport.

Il est exposé que, par la délibération n°80/18 du 1er octobre 2018, la commune a approuvé la mise en place d'une opération façade pour la valorisation et la revitalisation du centre-bourg.

Le règlement définit trois zones avec trois niveaux de subventions dont la zone 3 dans laquelle les travaux en secteurs périphériques sont subventionnables à hauteur de 20% du coût TTC des travaux subventionnables, plafonné à 15 000€.

Dans ce cadre, M. DECHERF Jean-Paul, propriétaire de la maison située 744 route du Bois à Mornant, sollicite une subvention de la commune pour des travaux de rénovation de ses façades sud et est, donnant sur la rue. M. DECHERF a déposé une demande de déclaration préalable 069 141 23 00 157 ayant fait l'objet d'une non-opposition le 24 octobre 2023. Située en zone 3, ces travaux sont subventionnables à hauteur de 20% du coût total des travaux, plafonné à 15 000€ TTC. Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune.

Il est proposé que la subvention s'élève à 3 000€ basée sur le devis fourni par M. DECHERF, établi par l'entreprise SEON MAÇONNERIE d'un montant de 16 002.80€ TTC.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention à M. DECHERF Jean-Paul d'un montant de 3 000 € dans le cadre de travaux de rénovation des façades sud et est du 744 route du Bois à Mornant et à l'autoriser, ou son représentant, à signer tout document relatif à l'attribution de cette subvention.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération ajournée : Attribution d'une aide aux travaux de rénovation de façades à Madame GARBIT Florence

Cette délibération sera présentée au Conseil Municipal ultérieurement.

Délibération n° 105/23 : Attribution d'une aide aux travaux d'adaptation dans le cadre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU) à Madame JAMES Emilie

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Il est exposé que, dans le cadre du Programme Local de l'Habitat du Pays Mornantais, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) a été lancée avec la collaboration des communes de Mornant et Soucieu en Jarrest.

La commune de Mornant attribue une aide de 20% du montant des travaux subventionnables plafonné à 20 000 € HT. La COPAMO attribue une aide de 20% du montant des travaux plafonné à 20 000 € HT. Dans le cas de travaux portant sur l'adaptation du logement au vieillissement, la CARSAT peut également attribuer une subvention.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 988€ à Mme JAMES Emilie, pour des travaux d'adaptation de son logement au 2 chemin du Peu d'un montant subventionnable de 4 940 € HT (montant défini par l'ANAH) sur un montant total de 5 961 € HT.

Les travaux envisagés sont les suivants : adaptation d'une salle bain, remplacement d'une baignoire par un receveur de douche. Ces travaux répondent aux caractéristiques d'éligibilité définies par la commune dans le cadre de l'aide à l'adaptation des logements.

Les subventions pour le projet se décomposent comme suit :

- 1 729 € de l'Anah.
- 988 € de la commune de Mornant.
- 988€ de la COPAMO.

Renaud PFEFFER, Maire invite le Conseil Municipal à attribuer une subvention d'un montant de 988 € à Madame JAMES Emilie, dans le cadre de travaux d'adaptation de son logement au 2 chemin du Peu à Mornant. De même, le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à l'attribution de cette subvention.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Anne Blanchet, conseillère municipale en fin de séance interroge le projet de gendarmerie sur le secteur du Peu. Monsieur le Maire précise la réunion qu'il a eu lieu avec les habitants du secteur pour les informer d'un projet de construction d'une gendarmerie. Ce projet s'envisage sur des parcelles municipales et privées. Les habitants du secteur ont très bien accueilli cette proposition.

Fin de la séance : 21h45

Mornant, le 27 novembre 2023

Dominique HAZOUARD,
Conseiller Municipal Délégué,

Secrétaire de séance,



Renaud PFEFFER
Maire,



Président de séance,

